

Iconoclaste !

Et si on supprimait le bac ?

Il fait partie des monuments nationaux. Certains le classeraient même volontiers au patrimoine de l'humanité. Et si le bac était responsable d'une grande partie des maux dont souffre notre système éducatif ?

Référence :

<http://www.education.gouv.fr/cid2598/le-baccalaureat.html#les-evolutions-du-baccalaureat>

Le baccalauréat est né le 17 mars 1808. Le décret napoléonien qui le crée prévoit que l'examen, destiné à des candidats âgés d'au moins 16 ans, ne comporte que des épreuves orales portant sur des auteurs grecs et latins, sur la rhétorique, l'histoire, la géographie et la philosophie. Les premiers bacheliers sont au nombre de 31. En 1821 est créé le « bac ès sciences ». 1830 voit l'introduction de la première épreuve écrite (composition française ou traduction d'un auteur classique), 1853 celle d'une épreuve de langue vivante, puis le bac est scindé en deux parties (sur deux années) en 1874. Les séries se multiplient tout au long du XX^e siècle, jusqu'à devenir si nombreuses que plus personne ne s'y retrouve aujourd'hui. D'où la nécessité, ressentie par tous, de le réformer.

Un diplôme qui ne signifie plus rien

Ce diplôme, qui avait la double particularité de sanctionner la fin des études secondaires et d'ouvrir l'accès à l'enseignement supérieur (le baccalauréat est le premier grade universitaire), concerne au fil du temps un nombre croissant de lauréats. En 1880, à peine 1% d'une classe d'âge l'obtient. La proportion, qui est encore de 2,7% en 1936, s'élève en 2007 à 64,2%. Le taux de succès par rapport aux présents, quant à lui, dépasse 87% en sections générales et tourne autour de 79% en sections technologiques et professionnelles.

Une indispensable démocratisation ? Certainement. Mais le signe aussi que le baccalauréat ne signifie plus rien. Ce n'est plus à ce niveau que se décide l'avenir des jeunes, sauf de manière négative. Plus personne ne se vante « d'avoir le bac », mais « ne pas l'avoir » vous met au ban de la société. Le baccalauréat d'aujourd'hui, ce serait plutôt la licence...

Le nombre de reçus au bac

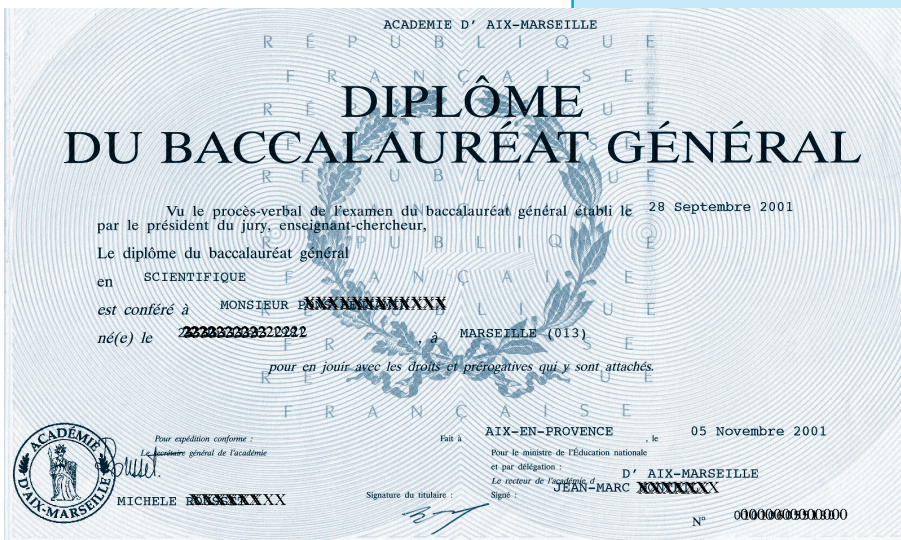
Le nombre de candidats reçus à l'examen est passé de 15 000 en 1930 à 30 000 en 1948.

Il a atteint 150 000 en 1973, 250 000 en 1985.

En 2007, on comptait 506 922 bacheliers dont 273 001 lauréats du baccalauréat général, 132 555 lauréats du baccalauréat technologique et 101 366 lauréats du baccalauréat professionnel.

Quant au rôle d'ascenseur social qu'il avait durant la deuxième moitié du XX^e siècle, c'est bien fini ! Car un ascenseur n'a de sens que si certains descendent à des paliers intermédiaires. Que s'il récompense les efforts de ceux qui « se défontent » pour arriver au sommet. Un ascenseur ? Non, plutôt un monte-charge ! Dont le pilote, d'ailleurs, plutôt que hisser tout ce petit monde, a fait un autre choix : celui de baisser le niveau du palier à atteindre. C'est moins cher...

Contre la suppression, pour l'évolution par Michel Criton



Tous les baccalauréats ne sont pas des baccalauréats d'enseignement général (de même que tous les travailleurs ne sont pas enseignants, tous les professeurs ne sont pas « profs de math » et toutes les filières ne sont pas la filière S).

Si le système qui mène au bac est effectivement perverti, il ne l'est pas de la même manière pour tous les bacs, car il n'y a pas un baccalauréat, comme le voudrait le ministère, mais des baccalau-

La perversion du bachotage

La deuxième perversion du baccalauréat est la conséquence qu'il a sur la façon de travailler. Parents, élèves et hélas enseignants se fixent non pas l'objectif de faire progresser les jeunes dans la connaissance mais de réussir le bac. On se focalise donc sur des recettes, des épreuves-types, en somme, sur cette horrible façon de travailler qu'on appelle « bachotage », au lieu de s'intéresser à la connaissance profonde des choses, à la culture, bref à ce qui sera vraiment utile dans la future vie d'adulte de l'élève. Après la démagogie qui consiste à faire croire que si tout le monde a le bac, c'est que tout le monde a réussi, après celle qui consiste à rabaisser le niveau pour que la première soit plus facile à atteindre, voici celle qui consiste à faire croire que l'intelligence est superflue ! Et ce qui est terrible, c'est que ces énormes réserves d'intelligence qui sommeillent chez nos lycéens restent parfois inexploitées leur vie durant, faute de leur avoir appris à creuser pour les puiser.

Une suppression pure et simple

Il faut donc réformer. Mais devant la réputation encore intacte de ce vestige dépassé, devant les conflits d'intérêt qui marquent chaque réforme au point de lui faire perdre son sens profond, je ne vois qu'une réforme simple : la suppression pure et simple du baccalauréat au profit d'un certificat attestant la réussite de la terminale. Et qu'on ne nous fasse pas croire que nos équipes pédagogiques ne sont pas capables de faire preuve d'objectivité pour décerner un diplôme de fin d'études secondaires à des élèves qu'elles jugeront sur leurs résultats, mais aussi sur leurs efforts, sur l'ouver-

réats. On peut effectivement dire que les bacs d'enseignement général ne servent plus à grand-chose, mais c'est beaucoup moins vrai des bacs technologiques et sans doute encore moins des bacs professionnels.

Par ailleurs, le baccalauréat joue également dans notre société un rôle de rite initiatique de sortie de l'adolescence. Autrefois, ceux qui ne passaient pas le bac accédaient à l'âge adulte par l'entrée dans le monde du travail, mais ce n'est plus vrai aujourd'hui. Même si son rôle est symbolique, supprimer le bac ferait tout simplement de la licence un « super-bac » et ne ferait que repousser les problèmes - et la sortie de l'adolescence - de 3 ans. Est-ce une bonne chose ?

Ne peut-on pas envisager une évolution du baccalauréat, avec un bon dosage de contrôle continu, d'épreuves classiques et d'évaluations de travaux personnels de type TPE par exemple ?

Le bac nouveau est sans doute à inventer ! Puissent les ministres ne pas nous parachuter leur solution toute faite !

ture dont ils font preuve, sur leur capacité à affronter des études supérieures, bref sur ce qui devrait être le critère d'attribution du baccalauréat.

Et le ministère de l'Éducation nationale sera heureux, puisque cette réforme lui permettra de conserver les taux de réussite qui sont les siens aujourd'hui et de... réaliser le plus cher de ses vœux : des économies !

G.C.